

Questions orales

M. le Président: Nous devons poursuivre.

* * *

L'EMPLOI

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. C'est une question que j'aurais espéré ne jamais avoir à poser en cette enceinte, mais comme le sait le premier ministre, ces derniers jours, 800 employés de General Motors ont été mis à pied dans la région de Saint Catharines. Cela fait plus de 5 000 personnes au total qui ont été licenciées.

Je me demande quelle mesure précise ce gouvernement a l'intention de prendre pour venir en aide à ces hommes et à ces femmes qui, après tout, vivent au cœur même de la région la plus industrialisée du Canada.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député fait référence à une situation certainement très difficile pour les gens de cette région. C'est pourquoi les fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration sont en contact avec l'entreprise en question, le syndicat et les travailleurs pour mettre en place les mesures d'adaptation prévues dans le cadre de la Planification de l'emploi.

Aucun effort ne sera épargné par le ministère pour travailler en collaboration avec l'entreprise, le syndicat et les travailleurs afin de mettre en place les mesures d'adaptation nécessaires pour venir en aide à ces gens.

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, je remercie le ministre du renseignement.

Le premier ministre de l'Ontario a dit qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir, et je me demande si le ministre pourrait promettre aujourd'hui que ses fonctionnaires travailleront avec leurs homologues provinciaux ainsi qu'avec les syndiqués afin d'essayer de rectifier la situation le plus tôt possible.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je n'hésiterais pas un instant à assurer le ministère du Travail de l'Ontario de la pleine coopération de mon ministère.

Il est important que toutes les parties concernées travaillent ensemble à résoudre le problème causé par

cette décision, et je ne peux qu'assurer à nouveau le député de notre entière collaboration en la matière.

* * *

LA STRATÉGIE JEUNESSE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre d'État à la Jeunesse.

Il existe un programme qui a remporté beaucoup de succès depuis cinq ans. Il s'agit de la Stratégie Jeunesse du Nouveau-Brunswick, un programme expérimental mis en oeuvre grâce à une subvention fédérale-provinciale de 120 millions de dollars.

Je voudrais demander au ministre si un rapport complet et définitif sera rédigé sur les résultats de ce programme pilote et si ce dernier sera maintenu au Nouveau-Brunswick et appliqué dans d'autres provinces.

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, je voudrais informer le député, comme il le sait sans doute déjà, qu'un rapport définitif n'a pas encore été produit. Il existe toutefois un rapport provisoire, que nous sommes en train d'examiner, après quoi nous ne tarderons pas à prendre les décisions qui s'imposent.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley—Hants): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics.

Étant donné la controverse entourant la construction d'un raccordement permanent entre l'Île-du-Prince-Édouard et le continent et les travaux à l'aéroport international Lester Pearson ainsi qu'étant donné les doutes émis sur la valeur de ces projets qui ont été tous deux annoncés hier, le ministre peut-il dire à la Chambre si ces projets comblent des besoins nationaux ou s'il s'agit simplement de projets à saveur électoraliste?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, de toute évidence, ces projets comblent des besoins nationaux.